



Requête aux « trois amigos » réunis à Ottawa

Le mercredi, 29 juin 2016

« Ne ratifiez pas le Partenariat transpacifique, véritable cheval de Troie pour l'État social et l'environnement »

Ottawa – Alors que les « trois amigos » – le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, le président des États-Unis, Barack Obama, et le président du Mexique, Enrique Peña Nieto – se réunissent à Ottawa aujourd'hui, des représentants de la société civile des trois pays exigent qu'ils ne ratifient pas le Partenariat transpacifique (PTP).

Les manifestants ont installé un cheval de Troie gonflable de dix mètres sur la colline parlementaire comme symbole des préoccupations que soulève le PTP à cause de ses effets insidieux sur l'environnement, la santé, les droits du travail, pour ne nommer que quelques enjeux. **Victor Suarez**, ex-député mexicain et représentant de Mexico Mejor sin TPP (le Mexique est mieux sans le PTP), et **Arthur Stamoulis** de Citizens Trade Campaign des États-Unis, de même que des membres d'organisations du Québec et du Canada ont rappelé aux trois « amigos » les effets dévastateurs de l'ALÉNA.

« Plus de vingt ans d'existence de l'ALÉNA ont permis aux travailleuses et travailleurs du Québec, du reste du Canada, des États-Unis et du Mexique de savoir à quoi s'attendre de ces accords qui mettent les profits des multinationales au-dessus des besoins des populations : pertes d'emplois, diminutions de salaire, déplacements des familles et contournement/érosion des protections environnementales et sociales pourtant adoptées démocratiquement » a déclaré **Arthur Stamoulis**. « Le PTP, c'est un ALÉNA sur les stéroïdes et il va amplifier les dommages causés par l'ALÉNA ».

Messieurs Suarez et Stamoulis sont disponibles pour des entrevues pendant leur visite à Ottawa, les 28 et 29 juin, visite qui a été organisée par le RQIC, Common Frontiers et le TJN.

« Avant l'ALÉNA, le Mexique était un pays en plein développement. Mais maintenant, c'est un pays en sous-développement dont 70 % de la population rurale et 85 % de la population autochtone vit dans la pauvreté » a expliqué **Victor Suarez**. « Le PTP représente le dernier clou dans le cercueil des fermiers mexicains puisque l'accord va signer la perte irrémédiable de la souveraineté alimentaire du pays. Nos gouvernements abandonnent complètement les communautés rurales ».

Suscitant une évidente controverse au Canada, au Mexique et aux États-Unis, le PTP est devenu un enjeu central de l'élection présidentielle américaine. Ce traité favorable au milieu des affaires aux dépens de l'intérêt public pourrait être soumis à un vote au Congrès américain en novembre, après l'élection, au cours de la période de passation des pouvoirs (lame duck session).

« Le PTP, négocié en secret, est tout sauf du commerce puisque 97 % des marchés du PTP sont déjà exempts de tarifs. L'accord est un cheval de Troie visant à donner des pouvoirs inacceptables aux grandes entreprises aux dépens de l'intérêt public » a déclaré **Pierre-Yves Serinet**, coordonnateur du



Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC). « Le PTP est une insulte à la démocratie, c'est un obstacle majeur aux ambitions des peuples, à savoir, entre autres, des actions vigoureuses pour inverser les changements climatiques et une société plus équitable où l'humain est plus important que l'argent. Les trois "amigos" ne peuvent faire semblant d'ignorer ce fait » a-t-il poursuivi.

« Le PTP n'est rien d'autre qu'une constitution internationale au service des grandes entreprises, conçue par elles pour remplir leurs desseins, mais qui se révèle destructrice pour les populations, l'environnement et la démocratie » a affirmé **Larry Brown**, le co-président du Trade Justice Network (TJN).

« Le PTP, comme les autres accords de commerce et d'investissements promus et dictés par les grandes entreprises, sont un élément du cadre d'ensemble néolibéral qui cherche à enlever le pouvoir aux gouvernements élus pour le faire passer aux mains des multinationales par la déréglementation, la privatisation, le démantèlement des services publics et la promotion d'un État minimal dont la mission serait réduit à sa plus simple expression », a conclu **Raul Burbano**, coordonnateur de Common Frontiers.

-30-

Renseignements :

Raul Burbano, Common Frontiers: 416 522-8615 (cell), burbano@rogers.com

Pierre-Yves Serinet, RQIC: 438 396-6284 (cell), serinet.py@gmail.com

Dylan Penner, Conseil des Canadiens : 613 795-8685 (cell), dpenner@canadians.org